



La Commission facilite les activités des associations transfrontalières dans l'Union

Brussels, le 5 septembre 2023

La Commission a adopté aujourd'hui une [proposition visant à faciliter les activités transfrontalières des associations à but non lucratif dans l'Union européenne \(UE\)](#). Le texte améliorera le fonctionnement du marché intérieur en supprimant les obstacles juridiques et administratifs pour les associations à but non lucratif qui exercent ou souhaitent exercer leurs activités dans plus d'un État membre, promouvant ainsi la contribution de ces associations à la création de valeur économique et sociétale dans l'UE et permettant des conditions de concurrence équitables entre elles.

Actuellement, lorsque des associations à but non lucratif exercent des activités dans un autre État membre que celui dans lequel elles sont établies, elles ne bénéficient pas d'une reconnaissance uniforme de leur personnalité et de leur capacité juridiques et doivent souvent s'enregistrer une deuxième fois, voire créer une nouvelle entité juridique dans cet État membre. Selon les estimations, environ 310 000 associations à but non lucratif qui se heurtent actuellement à ces obstacles lorsqu'elles opèrent dans un autre pays devraient bénéficier, grâce aux nouvelles règles, d'une baisse de coûts administratifs pouvant atteindre 770 millions d'euros par an, soit une réduction potentielle de 8,5 milliards d'euros sur une période de 15 ans. En outre, environ 185 000 autres associations à but non lucratif sont susceptibles de se lancer dans des activités transfrontalières si les obstacles recensés par la proposition sont supprimés, ce qui pourrait générer une valeur ajoutée allant jusqu'à 4,2 milliards d'euros sur 15 ans.

La proposition de la Commission introduit dans les systèmes juridiques nationaux des États membres une forme juridique supplémentaire: **l'association transfrontalière européenne (ATE)**; spécifiquement conçue à des fins transfrontalières, celle-ci réduira la charge juridique et administrative liée à la reconnaissance et à l'établissement d'associations à but non lucratif exerçant des activités dans un autre État membre. Une fois établie dans un État membre, une ATE sera automatiquement reconnue et autorisée à exercer des activités dans tous les États membres, y compris des activités économiques, ce qui permettra aux associations à but non lucratif de libérer tout leur potentiel sociétal et économique dans l'UE. Les ATE coexisteront avec d'autres associations nationales au niveau des États membres. Dans les domaines qui ne relèvent pas du champ d'application de la directive proposée, comme la fiscalité, les États membres devront traiter les ATE de la même façon que les associations nationales à but non lucratif comparables, de manière à respecter les traditions nationales dans ce domaine et à ne pas affecter les associations existantes.

Les nouvelles règles vont:

- **créer dans chaque État membre une nouvelle forme juridique d'association à but non lucratif spécialement conçue à des fins transfrontalières (l'ATE), en plus des formes juridiques nationales existantes;**
- **permettre la reconnaissance automatique de cette nouvelle forme juridique dans l'ensemble de l'Union** une fois qu'une ATE sera enregistrée dans un État membre, grâce au «certificat ATE»;
- **prévoir des règles harmonisées en matière de transfert du siège social**, permettant ainsi aux associations à but non lucratif de tirer pleinement parti de la liberté d'établissement et de la libre circulation des services, des biens et des capitaux dans l'Union;
- **veiller à ce que l'ATE bénéficie pleinement des avantages du marché intérieur**, quel que soit l'État membre d'enregistrement, en ayant un accès libre et non discriminatoire à des moyens de financement publics dans chaque État membre où elle opère.

Avec la directive proposée, la Commission a également adopté un [règlement de nature technique modifiant les règlements relatifs au système d'information du marché intérieur \(IMI\) et au portail numérique unique \(SDG\)](#); le but est ici de permettre la coopération et l'échange d'informations entre les autorités compétentes par l'intermédiaire du système IMI et de mener des opérations numériques au moyen du SDG, de manière telle que les informations sur les ATE soient accessibles

en ligne.

Prochaines étapes

La proposition sera soumise à l'approbation du Parlement européen et du Conseil. Une fois la directive adoptée, les États membres auront deux ans pour la transposer en droit national.

Contexte

Les associations à but non lucratif créent de la valeur économique et sociétale dans l'ensemble de l'Union et mènent des activités dans des secteurs clés comme la santé, les soins et les services sociaux, la culture, les services de l'emploi, le sport, la recherche et le développement et l'éducation. Les États membres de l'UE comptent 3,8 millions d'associations à but non lucratif, qui représentent 2,9 % du PIB de l'UE.

Reconnaissant la nécessité de créer un environnement propice au secteur à but non lucratif, la proposition découle de la [résolution du Parlement européen contenant des recommandations à la Commission sur un statut pour les associations et organisations à but non lucratif européennes transfrontalières](#), adoptée le 17 février 2022.

La proposition s'inscrit dans les objectifs politiques plus larges du pacte vert pour l'Europe et du programme d'action pour la décennie numérique à l'horizon 2030, et intègre la priorité politique pour [une économie au service des personnes](#). Elle contribue également à la réalisation des objectifs du [plan d'action pour l'économie sociale](#) et est liée à certaines de ses actions, comme la [proposition de recommandation du Conseil relative au développement des conditions-cadres de l'économie sociale dans les États membres](#) et les deux documents de travail des services de la Commission intitulés «[Relevant taxation frameworks for social economy entities](#)» (Cadres fiscaux pertinents pour les entités de l'économie sociale) et «[Non-discriminatory taxation of charitable organisations and their donors: principles drawn from EU case-law](#)» (Traitement fiscal non discriminatoire des organisations caritatives et de leurs donateurs: principes tirés de la jurisprudence de l'UE).

Pour en savoir plus

[Fiche d'information](#)

[Résolution du Parlement européen du 17 février 2022 contenant des recommandations à la Commission sur un statut pour les associations et organisations à but non lucratif européennes transfrontalières](#)

[Plan d'action pour l'économie sociale](#)

[Proposition de recommandation du Conseil relative à la mise en place des conditions-cadres de l'économie sociale dans les États membres](#)

[Parcours de transition vers l'économie sociale](#)

[Portail de l'économie sociale](#)

[Rapport intitulé «Comparative legal analysis of associations laws and regimes in the EU» \(Analyse juridique comparative des droits et régimes relatifs aux associations dans l'UE\)](#)

[Étude intitulée «Comparative legal analysis of merger rules concerning the associations in the EU» \(Analyse juridique comparative des règles relatives aux fusions entre associations dans l'UE\)](#)

Abonnez-vous gratuitement à la [lettre d'information](#) électronique de la Commission européenne sur le marché intérieur, l'industrie, l'entrepreneuriat et les PME.

IP/23/4242

Quotes:

Les associations à but non lucratif jouent un rôle déterminant dans notre économie sociale en promouvant l'intérêt collectif dans des domaines clés tels que l'emploi, la santé, les services sociaux, l'enseignement, la recherche ou le sport. Ces entités peuvent désormais plus facilement fonctionner par-delà les frontières, ce qui leur permet de mobiliser leurs membres et des bénévoles à travers l'Union. Tant l'économie que la société civile bénéficieront de l'allègement du coût des formalités administratives, qui représente jusqu'à 770 millions d'euros par an.

Thierry Breton, commissaire au marché intérieur - 05/09/2023

Personnes de contact pour la presse:

[Sonya GOSPODINOVA](#) (+32 2 296 69 53)

[Flore BOUTIER](#) (+32 2 296 60 43)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)